

La réaction des pays riches face à la crise alimentaire est inadaptée, estime Oxfam International

- *Le Sommet du G8 doit établir un plan d'action clair*
- *Les objectifs de production de agrocarburants doivent être révisés et les parlementaires européens devraient voter contre*
- *Une réforme du commerce agricole s'impose, en plus des subventions*
- *L'accord de libre échange proposé par l'OMC n'est pas la solution*

Tokyo, 4 juillet 2008 - La réponse des pays riches à la crise alimentaire mondiale a jusqu'à présent été inadéquate, voire hypocrite, déclare aujourd'hui l'ONG Oxfam International. Les dirigeants du monde entier doivent prévoir un plan d'action pour parvenir à une réaction beaucoup plus complète lors du G8 qui se tiendra au Japon la semaine prochaine.

« Leur réaction a jusqu'à présent été largement dominée par des tergiversations et des reproches hypocrites adressés aux pays en développement. Des fonds ont certes été débloqués — ce qui est une bonne chose — mais **les responsables politiques des pays riches ne mesurent pas l'impact des décisions injustes qu'ils ont prises** », a déclaré Jenny Heap, en charge du programme Justice économique à Oxfam International.

Selon un rapport confidentiel de la Banque mondiale, divulgué par le quotidien britannique *The Guardian*, le recours croissant aux agrocarburants serait responsable d'une augmentation de 75 % des prix alimentaires. Or, malgré cela, poursuit ce même document, les pays riches semblent déterminés à maintenir des objectifs contraignants. Oxfam International exhorte les législateurs à refuser les objectifs d'utilisation d'agrocarburants qui leur sont proposés, lors du vote qui aura lieu au Parlement européen lundi 7 juillet.

La Banque mondiale estime que sur la seule année 2007, **l'augmentation des prix du blé, du riz et du maïs a coûté aux pays en développement 324 milliards de dollars — soit l'équivalent du budget de l'aide internationale sur trois ans**. Sa dernière analyse révèle que cette envolée des prix des denrées alimentaires s'est traduite par une baisse de 10 % du PIB du Sénégal, de Haïti et de la Sierra Leone, et de près de 5 % du PIB du Vanuatu, du Mozambique et de l'Érythrée. « La flambée des prix alimentaires est peut-être durement ressentie dans les pays riches, mais dans les pays en développement, elle précipite à la ruine des économies et des populations entières », souligne Jenny Heap.

« Lors du Sommet du G8, la semaine prochaine, **les dirigeants du monde devront faire beaucoup plus** pour montrer qu'ils sont prêts à s'attaquer à cette crise alimentaire sur le long terme. », a-t-elle ajouté. « Ils doivent réitérer leurs promesses d'augmenter les aides — plus nécessaires que jamais — et entreprendre les réformes qui s'imposent. Il s'agit notamment d'intensifier leurs investissements dans l'agriculture des pays pauvres et de prendre des mesures spécifiques en faveur des femmes et des petits paysans. »

La Commission européenne propose par ailleurs de prélever un milliard d'euros sur les fonds agricoles non utilisés pour aider les paysans des pays les plus pauvres à accroître leur production alimentaire. Oxfam International s'est félicité du déblocage de cet argent, qui fait cruellement défaut, mais a précisé que la Commission devait aller plus loin et saisir cette occasion pour engager des réformes.

« Les subventions agricoles des pays riches ont systématiquement sapé la production dans les pays pauvres. Ils devraient maintenant profiter des cours élevés pour mettre un terme une bonne fois pour tous à ces subventions injustes. L'aide ne doit pas nous faire oublier la nécessité urgente d'une réforme de fond dans l'Union européenne et aux États-Unis », rappelle Jenny Heap.



L'Organisation mondiale du commerce (OMC) doit se réunir dans quelques semaines. Mais Oxfam International met en doute l'affirmation selon laquelle l'accord le système de libre échange proposé serait à même d'améliorer la situation : une libéralisation rapide qui ne laisserait pas suffisamment de latitude aux pays pauvres, rendrait les pays en développement encore plus vulnérables aux crises.

« Les dernières propositions de l'OMC sont très insuffisantes par rapport aux besoins et représentent une régression en termes de développement. Aucun accord formulé sur la base des propositions actuelles n'aidera à résoudre la crise alimentaire ni à faire reculer la pauvreté », conclut Jenny Heap.

CONTACT PRESSE :

=> à Paris : Aldine FURIO / afurio@oxfamfrance.org / 01 56 98 24 45 ou 06 86 92 93 30

=> à Hokkaido : - Louis Belanger, attaché de presse Oxfam International, +81 80 2610 5564
- Luc Lamprière, directeur général d'Oxfam France, porte-parole d'Oxfam International, +81 (0)80 26 10 32 49 / llampriere@Oxfamfrance.org - luc.g8@docomo.ne.jp